Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1617

Artikel: Formation continue : le savoir intéressé
Autor: Danesi, Marco
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1019299

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le savoir intéressé

Seule une minorité de salariés, et encore moins de salariées, bénéficient d'une formation continue.

Il faut se former toute sa vie et apprendre à apprendre. Finies les lignes droites et directes du banc d'école à l'établi de l'usine ou au bureau de la banque. La vie professionnelle se fragmente pour des travailleurs polyvalents en apprentissage permanent. L'avenir de l'AVS, de l'économie, ainsi que la cohésion sociale du pays dépendent de la capacité à former et à se former, tout le temps.

Pas de loi fédérale

Or, la formation continue souffre de l'immobilisme politique et d'investissements insuffisants. Sans parler des intérêts à court terme du monde économique. Une loi fédérale fait toujours défaut au milieu du bric-à-brac d'initiatives lancées par les écoles professionnelles, les universités et les caisses de chômage, en passant par le patronat et les entreprises, jusqu'aux syndicats. La Confédération se tient à l'écart, muselée par le fédéralisme, les caisses vides et les lobbies économiques favorables au laissez faire actuel. Malgré le milliard annuel investi par le secteur privé, les 350 millions attribués par l'Etat à la formation continue pâlissent face aux 22 milliards absorbés par la formation de base. Les cantons, à leur tour, avancent dispersés, à géométrie variable. Seul Genève s'est doté d'une loi et soutient des projets pilotes, tels les chèques de formation orientés sur la demande.

Rentable et exclusive

En Suisse, la formation continue touche chaque année à peine 38% de l'ensemble de la population (29% des actifs contre 49% au Danemark ou 44% en Norvège selon l'OCDE), un taux à la baisse depuis le début du siècle sous les coups d'une conjoncture décourageante. Elle demeure un luxe, vite délaissé en période de vaches maigres, où l'on sous-estime ses vertus anticycliques. C'est-à-dire sa capacité à contrer les crises économiques.

Sans surprise, les diplômés et les cadres - entre assurance et finance, santé et social - raflent la mise, avec de meilleurs revenus à la clé même si, et c'est inattendu, les chances d'avancement n'augmentent pas vraiment et le licenciement menace autant qu'avant, selon les rares études réalisées sur le sujet. Femmes et personnel peu qualifié restent en revanche sur le carreau, migrants compris.

L'offre, privée à 85% (Migros en tête), satisfait les bénéfices immédiats des employeurs - des entreprises d'envergure plutôt que des PME qui court-circuitent les besoins et les projets de formation des salariés. Une fois écumés cours et séminaires dispensés à toute allure, en immersion, le profit au bout, il faut payer de sa poche le loisir d'une formation «improductive» tournée vers le long terme. Bref, la formation continue avantage trop souvent des apprentissages professionnels, voire techniques, à usage limité, tournés vers la performance. C'est le poste qui dicte la formation et non pas la personne qui l'occupe, privée de véritables congés de formation, alors que les conventions collectives prévoient deux ou trois jours au maximum, par an. Démotivés, les employés renoncent nombreux aux possibilités de perfectionnement dont ils ignorent parfois l'existence. Quitte à devenir les victimes des restructurations qui renouvellent les équipes plutôt que les compétences. On se rappelle ainsi que la formation vaut de l'or, et la formation continue encore davantage, car elle est certes abondante, mais peu accessible et détournée au profit des employeurs et des entreprises. *md*

André Schläfli et Philipp Gonon, *Formation continue en Suisse: situation et recommandations*, Office fédéral pour la formation professionnelle et la technologie (OFFT) et Office fédéral de la culture (OFC), 1998.

Stefan C.Wolter et al., *Vers un financement de la formation continue orienté sur la demande*, Centre suisse de coordination pour la recherche en éducation (CSRE, Rapport de tendance n°7), 2004.

Siegfried Hanhart et al., *La formation professionnelle continue dans les entreprises publiques et privés en Suisse: coûts , avantages et financement*, Programme national de recherche Formation et emploi, PNR43, 2004.

Pourtant ça bouge

La Fédération suisse pour l'éducation des adultes (FSEA, www.alice.ch) se bat depuis 1951 en faveur d'une formation continue pour tous, certifiée et soutenue par la Confédération. Elle milite pour une définition plus large tournée davantage vers les besoins des personnes, salariés ou pas. En effet, la formation continue se borne volontiers, sous la pression des entreprises et des employeurs, à son versant professionnel, intéressé et lucratif. Il faut alors canaliser l'expansion un rien anarchique du marché, qui aiguise tous les appétits, et l'ouvrir vers des abords plus généralistes, de l'employabilité à la socialisation.
Le contrôle de la qualité des formations proposées et acquises s'avère primordial (certifications eduQua, Moduqua ou Valida). Car l'improvisation et le dilettantisme sont les pires ennemis de clients, les patrons comme les employés, désorientés et esseulés face à l'abondance désordonnée de l'offre.

Les PME à la traîne

Les personnes peu qualifiées, tout autant que les patrons de PME, profitent rarement de la formation continue. C'est l'une des conclusions d'une étude menée par la Fédération suisse pour la formation continue (FSEA), l'Université de Trève (Allemagne) et la Chambre d'Industrie et de Commerce de St.Gall-Appenzell. Plus de mille PME ont participé à la recherche. Quatre sur dix n'ont pas proposé de formation continue ces trois dernières années.

www.alice.ch/001alc_020801_fr.htm